



RAPPORT DE VÉRIFICATION

**Examen des demandes de paiement relatives au
contrat de réfection de l'Autoroute 40, direction Est,
entre le boulevard des Sources et l'Autoroute 520**

Mandat n° 314

Octobre 2005

TABLE DES MATIÈRES

1.	INTRODUCTION.....	1
2.	CONSTATATIONS	3
3.	CONCLUSION	5
4.	RECOMMANDATION	6
	ANNEXE A – COMMENTAIRES DE LA DIRECTION DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	7

1. INTRODUCTION

SUJET DE LA VÉRIFICATION

Nous avons été sollicités par la Direction générale de Montréal et de l'Ouest pour l'examen du contrat de réfection de l'Autoroute 40, direction Est, entre le boulevard des Sources et l'Autoroute 520.

OBJECTIFS DE LA VÉRIFICATION

L'objectif du mandat était de s'assurer que les paiements sur le contrat n° 5230-02-0907 ont été effectués en respectant les règles en vigueur au Ministère.

Le mandat a donc porté sur les aspects financiers plutôt que sur les considérations techniques du projet.

DÉMARCHE

Nous nous sommes intéressés :

- au contrat;
- à chacune des demandes de paiement;
- aux avenants.

Nous avons examiné le dossier « contrat » et nous avons eu des entretiens avec le responsable du projet.

Les principaux critères utilisés étaient :

- le surveillant a établi, mensuellement, une demande de paiement;
- la demande de paiement renferme les documents requis;
- chaque fois qu'une « demande de paiement sommaire » est délivrée, elle est suivie d'une « demande de paiement justificative »;
- à la fin de l'exercice financier, la Direction territoriale (DT) a établi une « demande de paiement de fin de saison »;
- la « demande de paiement finale » est établie au plus tard 30 jours après la réception finale des travaux;
- il y a toujours entente entre les parties avant que ne débute tout travail imprévu;
- les trois étapes successives prévues pour l'avenant sont toujours respectées.

2. CONSTATATIONS

Les caractéristiques de ce contrat sont :

- montant initial du contrat : 35 347 930,44 \$;
- montant payé : 40 027 282,61 \$;
- entrepreneur pour les travaux: Les Grands travaux Soter;
- firme pour la surveillance : Consortium Genivar-Tecsult.

Actuellement, une réclamation de l'entrepreneur est en cours d'analyse pour un montant de 8 000 000 \$.

POINTS POSITIFS

- La DT a :
 - ✓ établi un plan de surveillance;
 - ✓ produit des rapports périodiques sur les progrès accomplis;
 - ✓ établi des engagements budgétaires additionnels chaque fois que nécessaire.
- Les directives relatives aux demandes de paiement ont été respectées.

POINTS À AMÉLIORER

1) La procédure concernant les avenants a été rarement respectée pour les 28 avenants établis pour ce contrat.

- L'approbation préliminaire (V1572 - proposition d'avenant - approbation préliminaire) n'a été établie qu'une seule fois avant le début des travaux. L'un des avenants (numéro 22) n'a toujours pas été établi. Le retard moyen entre les travaux et l'approbation préliminaire est de plus de 6 mois.
- Les avenants au contrat (V5 - autorisation de la direction) ont été établis bien après la fin des travaux. Le retard dépasse en moyenne 9 mois.

Cependant, le responsable du projet nous a affirmé que :

- La DT a toujours été mise au courant, oralement et dans le cadre des différentes réunions, des modifications apportées au contrat;
- Le Service des projets tenait chaque semaine des réunions et les avenants faisaient partie d'un point de discussion. Le tableau des avenants (officiels ou prévisibles) était remis au gestionnaire.
- Des rapports périodiques (deux semaines) ont toujours été établis par la firme chargée de la surveillance. Ces le cas de :
 - ✓ suivi budgétaire;
 - ✓ résumé des bordereaux;
 - ✓ tableau de variation de quantités;
 - ✓ registre des avenants.
- La procédure applicable aux avenants s'avère lourde dans le cas des contrats complexes.

2) La demande de paiement final a été établie avec retard.

- La réception des travaux date de mai 2004 alors que la demande de paiement finale a été faite le 24 août 2004 et traitée le 18 octobre 2004.

3. CONCLUSION

La DT a globalement respecté les directives en matière de gestion du contrat :

- elle s'est dotée d'outils pour la planification et le suivi (plans, rapports périodiques);
- elle a établi des engagements budgétaires additionnels, chaque fois qu'exigé;
- elle a établi mensuellement des demandes de paiement.

Le contrat a fait l'objet d'un nombre important d'avenants (28). Ceci serait dû à :

- la complexité du projet;
- la nécessité d'adaptation de l'entrepreneur à des contrats de cette ampleur;
- la qualité des prévisions (plans et devis).

Pour ces avenants, la Direction n'a pas suivi scrupuleusement les directives en vigueur.

4. RECOMMANDATION

Nous recommandons que la DT attache encore plus d'importance à certaines directives lorsque le contrat est complexe. C'est le cas pour l'établissement et l'approbation des avenants.

Ceci permettrait à la Direction d'être mise au courant officiellement des changements en cours et de clarifier la situation avec l'entrepreneur.

Préparé par : Caroline Pratte, CGA
Chargée de projet
Direction de la vérification interne
et de l'évaluation de programmes

Révisé par : Jaouad Alami
Chef d'équipe
Direction de la vérification interne
et de l'évaluation de programmes

CP/crm
Octobre 2005

ANNEXE A

COMMENTAIRES DE LA DIRECTION DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL

J'ai pris connaissance de votre projet de rapport transmis le 15 septembre dernier et ai pris bonne note des constatations et des recommandations émises.

Je constate que certains retards, notamment entre l'exécution des travaux et l'approbation préliminaire des avenants, sont importants et je conviens que des efforts doivent être faits pour les réduire.

Étant donné le rôle important joué par les firmes-conseils qui reçoivent des mandats de surveillance du Ministère dans ce type de dossier, nous avons établi les attentes qui leur seront communiquées et mis en place une procédure de suivi appropriée. La procédure à suivre dans le cas des avenants aux contrats de construction y est décrite. Ces mesures devraient permettre un meilleur respect des directives en vigueur.

Par ailleurs, le rapport de vérification mentionne la lourdeur de la procédure applicable aux avenants dans le cas de contrats complexes. Ce problème pourrait avantageusement être analysé par le Ministère afin d'identifier des solutions qui soient plus adaptées aux situations des contrats complexes.